

Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

L'écart entre François Hollande et Nicolas Sarkozy s'est resserré au 1er tour mais le candidat socialiste est toujours donné vainqueur au 2e tour

45 millions de Français sont appelés aux urnes le 22 avril prochain pour le premier tour de l'élection présidentielle pour lequel 10 candidats sont en lice :

- Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire, UMP), président de la République sortant ;
- François Hollande (Parti socialiste, PS), ancien Premier secrétaire du Parti socialiste (1997-2008) ;
- François Bayrou (Mouvement démocrate, MoDem), député des Pyrénées-Atlantiques et ancien ministre de l'Éducation nationale (1993-1997) ;
- Marine Le Pen (Front national, FN), députée européenne ;
- Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche, FG), co-président du Parti de gauche (PG), lequel forme avec le Parti communiste français (PCF) le Front de gauche, et député européen ;
- Eva Joly (Europe écologie-Les Verts, EELV), ancienne magistrate et actuelle députée européenne ;
- Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République, DLR) ; député
- Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière, LO) ;
- Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste, NPA) ;
- Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès, S&P).

A une semaine du scrutin, l'écart entre le président de la République sortant Nicolas Sarkozy et son challenger socialiste François Hollande s'est resserré même si ce dernier est toujours donné vainqueur au 2e tour qui aura lieu deux semaines après le 22 avril, soit le 6 mai prochain. La candidate populiste (de droite) du Front national (FN), Marine Le Pen, et le populiste (de gauche) Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche, FG) se disputent la 3e place.

Les dernières enquêtes d'opinion mettent en avant le risque d'une faible participation au 1er tour. Un sondage publié le 1er avril dernier par l'institut IFOP évalue l'abstention à 32%, soit un niveau record dans l'histoire électorale française.

Dettes, déficit public, une campagne de chiffres

L'état des finances publiques reste l'un des sujets centraux de la campagne électorale. Le programme du président de la République sortant Nicolas Sarkozy prévoit de ramener les comptes de la France à l'équilibre en 2016, celui

de son rival du PS en 2017. Pour ce faire, le candidat de l'UMP veut augmenter les recettes de 40 milliards €, dont 32 milliards via des réductions de niches fiscales ont déjà été votés par le parlement, et réduire les dépenses de 70 milliards €. Le redressement de la France passe donc aux trois quarts par la réduction des dépenses pour le chef de l'Etat sortant au contraire de ce que propose son adversaire socialiste. Nicolas Sarkozy souhaite voir la règle d'or, soit l'inscription dans la Constitution de l'engagement du pays à respecter l'objectif d'équilibre du budget des administrations publiques et la limitation de son déficit structurel à 0,5% de son PIB (1% pour les pays dont la dette est inférieure à 60% du PIB), votée dès l'été et répète que les socialistes français sont les seuls en Europe à ne pas avoir pris cet engagement qui fait partie du pacte budgétaire européen, appelé traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, voté par 25 des 27 Etats membres de l'Union européenne sauf le Royaume-Uni et la République tchèque) le 2 mars dernier.

Nicolas Sarkozy prévoit de poursuivre sa politique de réduction du nombre de fonctionnaires en y associant les grandes collectivités locales (régions, départements et villes de plus de 30 000 habitants) qui ne devront plus remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (elles continuent à recruter). Il propose l'établissement d'un impôt forfaitaire sur les bénéfices (mondiaux, au moins dans un premier temps) des grandes entreprises cotées au CAC 40 (qui devrait rapporter 2,3 milliards €) et d'une taxe sur les exilés fiscaux qui devrait faire entrer 500 à 700 millions € par an dans les caisses de l'Etat. Le président de la République sortant souhaite également élargir la taxe sur les transactions financières et augmenter les impôts des géants de l'Internet comme celui des personnes qui louent un logement.

Le déficit public de la France s'est élevé à 103 milliards € l'an passé, soit 5,2% du PIB au lieu de 5,7% en 2010. Nicolas Sarkozy a souligné que la diminution du déficit public d'une année sur l'autre constituait une première dans le pays. « *Pour la première fois depuis 1960, la dépense publique dans son ensemble a été stabilisée en volume. Pour la première fois depuis 1945, les dépenses de l'Etat hors charge de la dette et pensions ont baissé* » s'est félicité le Premier ministre François Fillon (UMP). La dette publique (environ 1 700 milliards €) a en revanche augmenté : elle est passée de 82,3% en 2010 à 85,8% l'an dernier alors que le gouvernement tablait sur 84,9%. Les prélèvements obligatoires ont cru, passant de 42,5% en 2010 à 43,8% en 2011, là encore un chiffre supérieur à celui attendu (43,7%). Les dépenses publiques ont chuté passant de 56,6% (2010) à 55,9% en 2011, un résultat meilleur que prévu (56,3%). La moyenne des dépenses publiques dans les pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) s'établit à 43%.

François Hollande veut réformer la fiscalité en annulant 29 milliards de niches fiscales (plafonnement des niches fiscales à 10 000 € par an) et en relevant de 41% à 45% la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu. Le candidat socialiste propose également trois taux d'imposition pour les entreprises (le premier, faible, de 15% pour les petites entreprises : le deuxième, de 30% pour les sociétés moyennes et le

troisième, de 35%, pour les entreprises les plus importantes) ainsi que la fin de l'exonération fiscale des heures supplémentaires.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Viavoice et publiée le 28 mars dernier dans le quotidien économique Les Echos et le sondage de l'institut BVA du 27 mars, l'emploi constitue l'enjeu prioritaire de la campagne de l'élection présidentielle pour plus de la moitié des Français (52%). 42% citent le pouvoir d'achat, 27% les questions de santé publique, 24% les déficits publics et 23% les questions d'insécurité. Pour les électeurs cependant, les déficits publics sont le sujet dont parlent le plus les candidats au scrutin, à égalité avec l'insécurité (32%) et devant l'emploi (29%), l'immigration (25%) et le pouvoir d'achat (24%).

L'hebdomadaire britannique *The Economist* a publié le 31 mars dernier une couverture remarquée en titrant sur la France du déni (*France's future. A country in denial*). Le journal reproche aux deux principaux candidats de la présidentielle – Nicolas Sarkozy et François Hollande – de ne pas préparer les Français aux réformes pourtant indispensables pour lutter contre le déficit des comptes publics. Il condamne leur attentisme face à la léthargie du pays, une attitude qui, selon la rédaction de *The Economist*, pourrait avoir des conséquences dramatiques.

Quel modèle de société ?

Nicolas Sarkozy défend un modèle économique, qualifié d'« allemand », c'est-à-dire centré sur le développement des petites et moyennes entreprises exportatrices et dynamiques positionnées sur des produits milieu de gamme. Le programme présenté par le président de la République sortant le 5 avril dernier contient 32 propositions dont la hausse du salaire net de 840 € par an pour les 7 millions de personnes qui gagnent entre 1 000 et 1 400 € par mois, une réduction de moitié de l'immigration et une confirmation du choix du nucléaire. A l'automne dernier, le Premier ministre François Fillon, comme le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, plaidait en faveur d'une campagne électorale centrée sur la dette et la compétitivité du pays. Mais Nicolas Sarkozy a – jusqu'à présent – choisi une autre voie : privilégier les thèmes régaliens que sont l'immigration,

la sécurité, la justice, etc., qui lui permettent, en raison de sa position de chef de l'Etat sortant, d'avoir l'avantage sur son principal adversaire « *Ceux qui pensent que l'élection se gagne sur l'économie ont tort* » a-t-il déclaré.

Nicolas Sarkozy a affirmé son souhait de réduire l'immigration légale sur le territoire français. « *Les partis extrémistes disent : nous ne voulons pas de gens différents. Moi, je dis : ceux qui viennent en France doivent suffisamment aimer la France pour parler français et connaître nos valeurs (le chef de l'Etat veut faire passer un examen de langue française aux candidats au regroupement familial). Sinon, ils ne viendront pas en France (...). Comment intégrer, comment assimiler si une vague migratoire incontrôlée vient indéfiniment réduire à néant les efforts de la République ? Nous acceptons les différences mais nous ne voulons pas changer les valeurs qui sont les nôtres, qui étaient celles de nos parents, de nos grands-parents et que nous voulons transmettre à nos enfants* » a indiqué Nicolas Sarkozy.

Après avoir proposé de mettre en place un Buy European Act (Achetez européen) sur le modèle du Buy American Act, qui réserverait une partie des commandes publiques aux petites et moyennes entreprises européennes et demandé une révision des accords de Schengen qui régulent les conditions d'entrée et la libre-circulation au sein des pays signataires, Nicolas Sarkozy a affirmé qu'il demanderait le gel de la contribution française au budget de l'Union européenne, soit, selon lui, une économie de 600 millions €. Cette demande faite par la France (mais aussi d'autres Etats membres dont le Royaume-Uni, l'Allemagne ou la Finlande) à Bruxelles est récurrente depuis plusieurs mois. La contribution de Paris à l'Union européenne s'élève à 19 milliards €, ce qui place le pays au deuxième rang des Vingt-sept. La France reçoit cependant 13 milliards € de Bruxelles, dont 9,8 milliards au titre de la Politique agricole commune (PAC).

De son côté, François Hollande poursuit sa campagne électorale en fustigeant le bilan de Nicolas Sarkozy.

Le candidat socialiste a fait de la jeunesse la grande cause de sa campagne électorale. Il propose la mise en place d'un contrat de génération (allègement de cotisations sociales pour inciter les employeurs à embaucher

des jeunes et à maintenir les plus âgés dans l'emploi : embauche en contrat à durée indéterminée de jeunes accompagnés par un salarié plus expérimenté qui sera ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ en retraite). Le candidat socialiste veut également créer 150 000 emplois d'avenir à l'attention des jeunes et affirme que chaque jeune âgé de 16 à 18 ans déscolarisé se verra proposer une solution de formation (apprentissage ou service civique). Il souhaite également élaborer un pacte productif pour relancer la croissance dans l'Hexagone en soutenant les petites et moyennes entreprises exportatrices et innovantes.

François Hollande a indiqué qu'en cas de victoire le 6 mai prochain, il entrerait très vite en fonction. Il a décliné plusieurs mesures qu'il souhaite mettre en œuvre au tout début de son mandat : réduction de 30% de la rémunération du président de la République et des membres du gouvernement ; blocage des prix des carburants pour trois mois ; augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire ; mise en place de la retraite à 60 ans pour les personnes qui ont commencé à travailler à 18 ans et ont cotisé durant 41 années et fixation d'une échelle de 1 à 20 des rémunérations dans le secteur public.

Le candidat socialiste souhaite voir le parlement, qui sera élu le 17 juin prochain, se réunir dès le 3 juillet et ce jusqu'au 2 août. Les députés devraient voter au plus vite les réformes fiscales (suppression des niches fiscales, retour au barème précédent de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), taxation à 75% des plus hauts revenus (à partir d'un million € annuel) et suppression de la TVA sociale (hausse de 1,6 point de l'actuelle TVA, déjà votée et censée entrer en vigueur le 1er octobre prochain)). Le responsable du projet socialiste, Michel Sapin, a déclaré le 10 avril dernier que la tranche d'imposition à 75% durerait « *aussi longtemps que le redressement des finances de la France le nécessiterait* ».

François Hollande s'efforce de créer un consensus autour de sa personne et a, ces derniers jours, multiplié les meetings avec différents leaders socialistes, Ségolène Royal, Henri Emmanuelli, Arnaud Montebourg ou encore avec l'ancien socialiste, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), Jean-Pierre Chevènement. « *Je suis sérieusement de gauche et je suis pour*

Election présidentielle en France 22 avril et 6 mai 2012

une gauche sérieuse, celle qui ne décevra pas, ne déviara pas, ne se détournera pas de ses engagements » a récemment déclaré le candidat socialiste qui insiste sur le fait que « *tout se jouera au premier tour* » et en appelle régulièrement au vote utile. « *Il y a d'abord le premier tour, il est décisif. Nous devons créer la dynamique dès le 22 avril. J'appelle tous les électeurs à bien comprendre cette logique. C'est au premier tour que le mouvement se fait* » a souligné le favori des enquêtes d'opinion qui a mis en garde contre « *l'impression que tout serait joué* ». « *A force d'annoncer un résultat, on finit par ne pas le créer* » a-t-il indiqué le 13 avril dans le quotidien *Libération*.

Les deux favoris du 1er tour ont rassemblé leurs partisans le 15 avril dernier, place de la Concorde à Paris pour le président sortant Nicolas Sarkozy et sur l'esplanade du château de Vincennes, pour François Hollande. Reprenant l'expression utilisée par John Fitzgerald Kennedy, ce dernier a parlé de « *fixer une nouvelle frontière pour une nouvelle France* ». « *L'appel que je lance n'est pas seulement le rejet du candidat sortant. Ma responsabilité, elle est plus élevée. Ma responsabilité, c'est d'ouvrir un nouveau temps* » a-t-il déclaré. Le président de la République sortant a annoncé une nouvelle mesure – la généralisation du principe de la faillite civile – et fortement insisté sur sa volonté d'œuvrer pour renforcer le rôle de la Banque centrale européenne dans la relance de la croissance.

Duel pour la troisième place

Derrière les deux favoris, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen se disputent la troisième place dans les enquêtes d'opinion.

La candidate du Front national promet « *une grande surprise* » pour le 22 avril. « *Je suis persuadée que plus d'un Français sur deux ne veut pas d'un duel François Hollande-Nicolas Sarkozy. Ceux-là savent ce qu'ils doivent faire* » a-t-elle déclaré, affirmant par ailleurs que si le 2e tour opposait les deux hommes, elle ne donnerait pas de consigne de vote.

Marine Le Pen a essayé de développer les thèmes de campagne habituels de son parti après les tueries de Montauban et Toulouse (les 11 et 15 mars derniers, trois militaires et quatre personnes (dont trois enfants) de confession juive ont été assassinés par un jeune Français de 23 ans, Mohamed Merah). « *Il faut prendre sans tarder et sans faiblesse des mesures drastiques contre l'islam radical* » a déclaré la candidate du Front national qui a promis de « *prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les français de la menace islamiste* ».

Jean-Luc Mélenchon poursuit sa campagne axée à gauche. Il défend une augmentation du salaire minimum à 1 700 € (10% des salariés perçoivent le SMIC

qui s'établit à 1 398 € bruts). Il propose également l'embauche de 800 000 personnes dans la fonction publique (le candidat du Front de gauche veut créer onze nouveaux services ou « pôles publics ») et la renationalisation d'EDF-GDF, d'Areva et de Total. « *La France est très riche. Le service public ne coûte pas cher. Ce qui coûte cher, c'est pas de service public* » a-t-il affirmé. Jean-Luc Mélenchon veut démonétiser la dette et créer neuf nouvelles tranches d'impôts dont l'une avec un taux de taxation de 100%. Notons que l'Union européenne rend les renationalisations impossibles tout comme d'ailleurs l'imposition à 100%.

Le leader populiste, qui a toujours déclaré qu'il se désisterait au 2e tour de scrutin en faveur du candidat de gauche le mieux placé, séduit les électeurs de gauche peu enthousiastes à l'idée de voter pour François Hollande et qui souhaitent peser sur le PS. Quant à l'UMP, elle espère que Jean-Luc Mélenchon va effrayer les électeurs centristes et les pousser à abandonner François Hollande pour Nicolas Sarkozy au 2e tour. S'il ne devrait pas arriver parmi les deux personnalités en tête le 22 avril prochain, Jean-Luc Mélenchon peut au moins se féliciter d'être celui qui, de l'avis des Français, fait la meilleure campagne de cette élection présidentielle. Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut LH2, 63% des personnes interrogées l'affirment. 57% des interviewés se prononcent pour la campagne de Nicolas Sarkozy et 54% pour celle de François Hollande.

Du côté des autres candidats, François Bayrou, troisième au premier tour de la précédente élection présidentielle du 22 avril 2007 avec 18,57% des suffrages, est en perte de vitesse et arriverait à la cinquième place. Le candidat du Mouvement démocrate affirme pourtant être le seul à « *traiter des vraies questions* » et s'insurge contre les discours de ses adversaires qui, selon lui, empêchent les Français de prendre la mesure de la gravité de la crise que traverse le pays. « *Seuls aiment le peuple ceux qui ne lui mentent pas. On explique aux gens que tout va bien, que la crise est derrière nous, qu'on peut dépenser* » a-t-il déploré dans un entretien au quotidien *Le Monde* du 6 avril dernier. « *La première question pour moi, c'est l'emploi, la reconstruction de la production dans notre pays* » a-t-il ajouté.

François Bayrou, qui en effet a été le premier à mettre en avant la menace que le poids de la dette faisait peser sur l'économie française, continue à mettre les électeurs en garde à la fois contre les extrêmes et contre l'inanité du combat droite-gauche. « *La place des extrêmes devient de plus en plus importante et dangereuse. Parce que le monde politique est coupé en deux, droite contre gauche, on a deux partis dominants : l'un de droite, l'Union pour un mouvement populaire, et l'autre de gauche, le Parti socialiste, qui sont tous deux sous la pression de leurs extrêmes. Cela entraîne des dérives extrêmement importantes dans*

les décisions, dans les attitudes. Il n'y a dans cette élection présidentielle qu'une proposition politique qui soit absolument à l'abri de toute pression des extrêmes, c'est celle que je propose aux Français » a-t-il souligné.

En dépit de leurs efforts et de l'ouverture, le 9 avril dernier, de la campagne officielle, les cinq autres candidats – Eva Joly (Europe écologie-Les Verts, EELV), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière, LO), Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste, NPA), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République, DLR) et Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès, S&P) – peinent à convaincre et restent crédités de très peu de voix par les enquêtes d'opinion (1% des suffrages à l'exception d'Eva Joly qui recueillerait 2,5% des voix).

François Hollande est en tête des intentions de vote de la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Sofres pour la chaîne de télévision I télé et rendue publique le 13 avril dernier. Il recueillerait 28% des suffrages et devancerait de deux points le président sortant Nicolas Sarkozy (26%). Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen se partagent la 3e place avec chacun 16% des voix. François Bayrou est crédité de 9% des suffrages et l'écologiste Eva Joly de 2,5% des voix. Les autres candidats obtiendraient 1% des suffrages ou moins. Plus d'un quart des personnes interrogées (27%) se déclarent encore indécises. Les deux tiers des interviewés (64%) se disent en revanche certains de leur choix. François Hollande est donné gagnant au 2e tour de scrutin le 6 mai avec 56% des suffrages pour 44% des voix à Nicolas Sarkozy.

Les nombreuses propositions faites ces dernières semaines par le président de la République n'ont pas eu l'effet escompté au sein de la population. Le chef de l'Etat sortant a choisi de mettre en garde les Français contre une victoire

de François Hollande qui, selon lui, entrainerait une « crise de confiance » qui conduirait rapidement la France à la faillite. « En 1981, cela avait pris deux ans. Cette fois-ci, cela prendra deux jours » a-t-il déclaré. « Si par malheur François Hollande était élu, il ne pourrait pas gouverner sans Jean-Luc Mélenchon ni sans les Verts. Une victoire de la gauche réduirait à néant notre indépendance budgétaire, énergétique, alimentaire et militaire » a souligné Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, le 14 avril.

Si François Bayrou est pour les Français le candidat qui « comprend le mieux les problèmes de la France et des Français » (62%), le leader du MoDem pâtit de son image de solitaire : 24% seulement considère qu'il « a une vraie équipe pour former un gouvernement », une qualité que six Français sur dix reconnaissent en revanche au chef de l'Etat sortant (60%). Un pourcentage équivalent de Français (60%) jugent que Nicolas Sarkozy a l'étoffe d'un président pour 38% en ce qui concerne François Hollande. Ce dernier « comprend les problèmes de la France et des Français » pour 56% des personnes interrogées ; seules 36% partagent cette opinion s'agissant du chef de l'Etat sortant. Ces chiffres sont issus d'une enquête réalisée par l'institut Sofres pour I télé au début du mois d'avril.

Enfin, avec 57% d'opinions favorables, François Hollande arrive en tête du dernier palmarès des personnalités politiques qui est réalisé chaque mois par l'institut Ipsos pour l'hebdomadaire Le Point. Il devance François Bayrou (56%). Le président de la République sortant Nicolas Sarkozy recueille 40%.

Rappelons que l'élection présidentielle sera suivie, les 10 et 17 juin, par des élections législatives qui permettront de renouveler les 577 membres de l'Assemblée nationale, chambre basse du Parlement.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.